

Transmission d'entreprise : donation d'actions à un tiers

Les **actions** sont des titres de propriété sur le capital social de la société. Chaque action représente une fraction de ce capital et donne à son détenteur la qualité d'associé (d'actionnaire dans la SA). Ainsi la **donation d'actions** consiste pour un actionnaire (le donateur) à transmettre à un bénéficiaire les droits qu'il détient dans le capital social de l'entreprise. Quelle que soit la forme juridique de l'entreprise, cette opération doit respecter un certain nombre d'étapes.

Agrément des associés

En principe, la donation d'actions en SAS ou SA est **libre**, la loi ne prévoit aucune procédure d'agrément.

Toutefois, les statuts peuvent contenir des **clauses spécifiques** pour restreindre les possibilités de donations.

Clause d'agrément

La **clause d'agrément** permet de soumettre les donations d'actions à l'**accord des associés**, à l'unanimité ou la majorité d'entre eux.

Dans le cadre d'une SAS, la clause d'agrément peut viser **tout type de donation** d'actions : au conjoint, à un descendant ou ascendant, à un associé, à un tiers.

La violation de la clause d'agrément entraîne la nullité de la donation.

Clause de préemption

La **clause de préemption** offre à l'associé visé un **droit de priorité** pour racheter les actions que vous envisagez de céder.

Ainsi, cette clause vous oblige à proposer la cession de vos actions à l'associé bénéficiaire **avant toute donation** à un conjoint, ascendant, descendant ou tiers, etc.

La violation de la clause de préemption n'entraîne pas nullité de la donation.

Toutefois, vous pouvez être condamné au versement de **dommages-intérêts** en réparation du préjudice causé au bénéficiaire.

Clause d'inaliénabilité

La **clause d'inaliénabilité** empêche la donation d'actions pendant une durée de **10 ans maximum**.

Passé ce délai, les actions ne sont plus immobilisées et peuvent être cédées librement.

Clause d'agrément

La **clause d'agrément** permet de soumettre les donations d'actions à l'**accord des actionnaires**, à l'unanimité ou la majorité d'entre eux.

Dans les SA, la clause d'agrément a une **portée limitée**, elle ne vise que les donations d'actions aux actionnaires et aux tiers. Ainsi, les donations au conjoint, ascendants ou descendant restent libres.

La violation de la clause d'agrément entraîne la nullité de la donation.

Clause de préemption

La **clause de préemption** offre à l'associé visé un **droit de priorité** pour racheter les actions que vous envisagez de céder.

Ainsi, cette clause vous oblige à proposer la cession de vos actions à l'associé bénéficiaire **avant toute donation** à un conjoint, ascendant, descendant ou tiers, etc.

La violation de la clause de préemption n'entraîne pas nullité de la donation.

Toutefois, vous pouvez être condamné au versement de **dommages-intérêts** en réparation du préjudice causé au bénéficiaire.

L'important est de **vous référer aux statuts** pour savoir dans quelle mesure vous êtes libre de céder vos actions.

Rédaction de l'acte de donation

Dans le cadre d'une donation d'actions, la rédaction d'un écrit n'est **pas obligatoire**.

Le transfert de propriété des actions s'effectue **par virement de compte à compte**.

L'inscription des actions au compte du bénéficiaire rend la donation opposable à la société et aux tiers.

En revanche, il est fortement conseillé de constater la transmission par écrit pour des raisons de preuves en cas de litige.

Ainsi, l'acte de donation d'actions mentionne **les éléments suivants** :

Identité des parties

Nombre d'actions cédées

Valeur des actions

Mode de paiement

Délai de transfert des actions

Garantie de l'actif et du passif

Objet de la garantie

Contrairement à la vente du seul fonds de commerce, la donation de parts sociales implique la transmission de l'actif, **mais aussi du passif** (les dettes) de l'entreprise.

En tant que donateur, vous cédez vos droits et vos devoirs.

L'apparition de dettes inconnues au moment de la donation est un risque majeur que le repreneur doit éviter pour assurer la pérennité de l'entreprise.

Par la **clause de garantie d'actif-passif**, vous vous engagez à garantir l'exactitude de toutes les informations fournies au repreneur : activité de l'entreprise, comptes sociaux, clients et fournisseurs, charge salariale, prises de participation éventuelles dans d'autres sociétés, litiges en cours, etc.

Cette clause de garantie permet au repreneur de se prémunir contre :

La découverte d'un passif qui n'avait pas été déclaré au moment de la donation (il doit s'agir d'une dette antérieure à la donation et révélée après la donation)

Une évaluation erronée de l'actif dont la valeur s'avère finalement inférieure à ce qui avait été convenu

Si l'une de ces hypothèses est confirmée après la donation des actions, le repreneur peut actionner la garantie pour obtenir une **indemnisation** de votre part.

Mentions de la clause de garantie

La clause de garantie d'actif-passif doit contenir les informations suivantes :

Date de départ de la garantie : la date qui permet d'apprécier l'origine antérieure ou postérieure de la dette.

Durée de la clause : entre 3 et 5 ans.

Calcul de l'indemnisation : le pourcentage de la dette que vous vous engagez à prendre en charge. Ce pourcentage peut être décroissant avec le temps.

Montant plancher de la garantie : le montant à partir duquel la garantie peut être activée.

Montant plafond de l'indemnisation : le montant maximum à hauteur duquel vous êtes engagé. Vous ne serez pas obligé de payer au-delà.

Modalités de mise en œuvre : des informations supplémentaires nécessaires pour appliquer la garantie (justification du passif, modalités d'envoi de la demande d'indemnisation, etc.).

Enregistrement de la donation

Le bénéficiaire de la donation doit enregistrer l'acte de donation auprès du **service fiscal de l'enregistrement** du domicile du bénéficiaire.

Il doit ainsi déposer, sur place ou par courrier, l'acte de donation (en 2 exemplaires) et le règlement des droits d'enregistrement (par chèque ou virement) dans un délai de **1 mois** à compter de la date de l'acte de donation.

Où s'adresser ?

Service fiscal de l'enregistrement

S'il s'agit d'un **don manuel de titres** (sans recours à un écrit), le bénéficiaire doit déclarer le don reçu dans le délai de **1 mois** à partir de la date de donation :

soit au moyen du service en ligne disponible dans votre espace personnel, rubrique Déclarer. Un mode d'emploi est mis à votre disposition.

soit au moyen du formulaire n° 2735 accompagné du paiement des droits éventuels, à déposer au service de l'enregistrement du domicile du bénéficiaire

soit au moyen du formulaire n° 2734 permettant le paiement différé des droits, à déposer au service de l'enregistrement du domicile du bénéficiaire. Cette démarche est ouverte pour les dons manuels d'une valeur supérieure à 15 000 € .

Où s'adresser ?

Service fiscal de l'enregistrement

- Impôts : accéder à votre espace Particulier
- Déclaration de don manuel et de don de sommes d'argent
- Révélation d'un don manuel d'une valeur supérieure à 15 000 €

Paiement des droits d'enregistrement

Lorsque vous réalisez une donation, l'administration fiscale perçoit des droits d'enregistrement, un impôt appelé droits de donation.

Les droits de donation sont payés **par le repreneur**. Toutefois, vous pouvez décider de les prendre **à votre charge**, le montant des droits n'est pas considéré comme un supplément de donation.

Pour calculer cet impôt, le service fiscal de l'enregistrement procède de la manière suivante :

Il prend en compte la **valeur de la donation**

Il déduit ensuite de cette première valeur le montant des éventuels abattements

Il applique enfin un **barème d'imposition** à la valeur trouvée. Ce taux varie en fonction du lien de parenté entre le donateur et le donataire.

Le montant de l'abattement et le taux d'imposition varient en fonction du lien de parenté entre le donateur (vous) et le donataire.

Exemple

Vous donnez à un tiers vos titres sociaux d'une valeur de 320 000 € , c'est la valeur de la donation. Vous et le bénéficiaire ne partagez **aucun lien de parenté**, ce qui a 2 conséquences :

Aucun abattement ne peut être déduit

Le barème d'imposition est fixé à 60 %

Ainsi, vous ou le tiers (au choix) devrez payer des droits de mutation équivalents à 60 % de 320 000 € , soit 192 000 € de droits.

Vous pouvez bénéficier de réductions spécifiques supplémentaires dans **3 cas particuliers**.

Pacte Dutreil

La transmission d'entreprises familiales est facilitée par le dispositif Dutreil qui ouvre droit à une **exonération partielle** des droits de donation, à hauteur de 75 % **de la valeur des titres transmis**.

Autrement dit, seul un quart (25 %) de la valeur de l'entreprise sera pris en compte pour calculer le montant des droits de donation.

Le pacte Dutreil s'applique si **4 conditions cumulatives** sont respectées :

Vous avez conclu avec un ou plusieurs associés un **engagement collectif de conservation** des titres, pour une durée d'au moins **2 ans**. On parle d'engagement unilatéral si vous êtes associé unique. Cet engagement doit être en cours à la date de la transmission. De plus, il doit porter sur au moins 17 % des droits financiers et 34 % des droits de vote de la société.

Chaque bénéficiaire de la donation **s'engage individuellement** à conserver les titres pendant **4 ans**. Ce délai commence à courir à l'expiration de l'engagement collectif (ou unilatéral).

L'un des bénéficiaires ou l'un des associés signataires de l'engagement collectif doit exercer son **activité principale** ou une **fonction de dirigeant** dans la société pendant **3 ans**. Ce délai commence à courir à l'expiration de l'engagement collectif (ou unilatéral).

L'entreprise exerce une **activité industrielle, commerciale, artisanale, libérale ou agricole**. Cette condition doit être satisfaite à compter de la conclusion de l'engagement collectif de conservation de 2 ans et jusqu'au terme des 4 années de l'engagement individuel de conservation par chacun des bénéficiaires.

Le dispositif Dutreil bénéficie également aux sociétés holding animatrices qui ont pour activité principale la participation active à la conduite de la politique de leur groupe. En revanche, les entreprises qui ont pour objet la gestion d'un patrimoine mobilier ou immobilier (par exemple, SCI) sont **exclues** du dispositif.

À noter

Cet avantage se cumule avec l'abattement auquel a droit le bénéficiaire de la donation compte tenu de son lien de parenté avec vous.

Transmission anticipée

Si vous avez **moins de 70 ans** au moment de la transmission, une réduction supplémentaire de 50 % des droits de mutation s'applique sur la part taxable de la donation.

Le mécanisme de la transmission anticipée se cumule avec les éventuels abattements et les avantages du pacte Dutreil.

Exonération spécifique aux salariés

Pour favoriser la transmission des très petites entreprises aux salariés, un système d'exonération des droits de donation a été institué.

Cet avantage prend la forme d'un abattement de 500 000 € sur le montant de la donation lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

Vous avez détenu les titres pendant **au moins 2 ans**. Aucun délai n'est exigé si vous avez vous même acquis les titres à titre gratuit.

Les salariés bénéficiaires sont en apprentissage ou en **CDI depuis au moins 2 ans** et exercent leur activité à temps plein

Les salariés bénéficiaires doivent conserver les titres pendant **au moins 5 ans**

Modification des statuts

En matière de donation d'actions, la modification statutaire n'est **pas systématiquement obligatoire**.

Elle n'est requise que lorsque les statuts fixent la répartition du capital social ou mentionnent l'identité des actionnaires.

Lorsqu'il est nécessaire de modifier les statuts, les modalités de la modification varient **selon la forme sociale**.

Les statuts doivent établir les conditions de leur modification :

Organe habilité à prendre la décision (président, conseil de direction, assemblée générale)

Nombre de voix exigé

Quorum **exigé** (s'il s'agit d'une décision prise en assemblée générale)

Attention

en l'absence de précisions dans les statuts, l'accord unanime des associés est requis.

La modification des statuts doit être réalisée en **assemblée générale extraordinaire** (AGE).

Toute modification exige une **majorité qualifiée des 2/3** des voix des actionnaires présents ou représentés.

La modification des statuts ne fait l'objet d'aucune inscription modificative au RCS, ni d'insertion dans un support d'annonces légales.

À noter

lorsque la modification des statuts n'est pas nécessaire, il suffit d'inscrire la donation dans le **registre des mouvements** qui répertorie tous les transferts de titres intervenus.

Je transmets

Vous préparez la transmission

[Anticiper et préparer la transmission d'entreprise](#)

[Diagnostiquer l'entreprise](#)

[Trouver et sélectionner un repreneur](#)

[Valoriser son entreprise avant la transmission](#)

Vous transmettez une entreprise individuelle

[Cession de l'entreprise individuelle à un tiers](#)

[Cession de l'entreprise individuelle aux salariés](#)

[Cession de l'entreprise individuelle à un membre de la famille](#)

[Donation de l'entreprise individuelle à un membre de la famille](#)

[Donation de l'entreprise individuelle aux salariés](#)

Vous transmettez un fonds de commerce

[Cession du fonds de commerce à un tiers](#)

[Cession du fonds de commerce à un membre de la famille](#)

[Cession du fonds de commerce aux salariés](#)

[Donation du fonds de commerce à un membre de la famille](#)

[Donation du fonds de commerce aux salariés](#)

Vous transmettez des parts sociales

[Cession de parts sociales à un membre de la famille](#)

[Cession de parts sociales à un associé](#)

[Cession de parts sociales à un tiers](#)

[Donation de parts sociales à un membre de la famille](#)

[Donation de parts sociales à un associé](#)

[Donation de parts sociales à un tiers](#)

Vous transmettez des actions

[Cession d'actions à un membre de la famille](#)

[Cession d'actions à un associé](#)

[Cession d'actions à un tiers](#)

[Donation d'actions à un membre de la famille](#)

[Donation d'actions à un associé](#)

[Donation d'actions à un tiers](#)

Vous finalisez la transmission

[Négocier et rédiger le protocole d'accord avec le repreneur](#)

[Rédiger et signer l'acte de cession définitif](#)

Et aussi...

- [Transmission d'entreprise : donation d'actions à un membre de la famille](#)
- [Transmission d'entreprise : donation d'actions à un associé](#)

Pour en savoir plus

- [Déclarer en ligne un don manuel : mode d'emploi](#)
Source : Ministère chargé des finances
- [Transmission d'entreprise : aspects fiscaux](#)
Source : Ministère chargé de l'économie

Services en ligne

- [Impôts : accéder à votre espace Particulier](#)
Téléservice
- [Déclaration de don manuel et de don de sommes d'argent](#)
Formulaire
- [Révélation d'un don manuel d'une valeur supérieure à 15 000 €](#)
Formulaire

Textes de référence

- [Code de commerce : articles L225-17 à L225-95-1](#)
Régime de la SA
- [Code de commerce : articles L225-96 à L225-125](#)
Assemblée d'actionnaires de la SA
- [Code de commerce : articles L227-1 à L227-20](#)
Régime de la SAS
- [Code général des impôts : article 790 A](#)
Exonération droits de donation



**Ville de
Palavas-les-Flots**

Mairie de Palavas-les-Flots

Horaires : Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

Adresse : 16 Boulevard Maréchal Joffre – BP 106 – 34250 Palavas-les-Flots

Tél. : 04 67 07 73 00